

Burundi : Le bilan de la mission africaine de haut niveau se fait attendre

PANA, 26 février 2016 - Suspense total quant à l'issue de la visite des médiateurs africains dans la crise au Burundi Bujumbura, Burundi - La visite de deux jours des cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains a pris fin vendredi dans la soirée par un tête-à-tête de plus de quatre heures avec le président burundais, Pierre Nkurunziza, sans toutefois donner lieu à un communiqué ou à une déclaration finale sur le bilan des consultations avec les différents protagonistes de la crise au Burundi qui fait courir la Communauté internationale depuis bientôt une année.

Le tête-à-tête était programmé au départ pour jeudi, avant qu'il n'ait finalement lieu ce vendredi, suite à une journée chargée de consultations entre la déléégation panafricaine, les leaders politiques, les représentants des organisations de la société civile et des confessions religieuses. "Faute de temps suffisant", il n'a pas été possible de rédiger et publier un communiqué final, a dit le chef de la déléégation de haut niveau, par ailleurs président sud-africain, Jacob Zuma. En plus du Sud-africain, la déléégation des cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains comprenait encore les présidents sénégalais, Macky Sall, mauritanien, Mohamed Ould Abel Aziz, ainsi que le Premier ministre éthiopien. Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, avait déjà quitté Bujumbura jeudi nuit, après avoir envoyé un message urgent aux protagonistes de la crise burundaise pour qu'ils empruntent résolument la voie du dialogue politique dans la résolution du conflit électoral de bientôt une année entre le pouvoir et l'opposition. Un conflit politique devenu violent par la suite pour avoir coûté la vie à au moins 400 personnes et poussé à l'exil 250.000 autres. Des explosions de grenades non revendiquées ont été enregistrées la nuit dernière à Bujumbura et vendredi encore dans la journée, faisant au moins cinq blessés, dont l'un dans un état grave. Au moins trois rébellions armées se sont déclarées et menacent de passer à l'action pour renverser le pouvoir burundais. La visite en début de cette semaine du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, avait également ponctué par des explosions de grenades coûté la vie à au moins une personne et fait une vingtaine de blessés, toujours à Bujumbura, la capitale et épice de la contestation du régime burundais. Le président burundais s'était engagé, par principe, devant le Secrétaire général des Nations unies à ouvrir un dialogue avec l'opposition "pacifique" qui n'a pas trempé dans le "mouvement insurrectionnel" de l'année dernière des "anti-troisième mandat" déjà consommé dans la controverse par l'actuel président Nkurunziza. Plusieurs acteurs politiques de l'opposition sur lesquels pèsent cette accusation sont partis en exil à l'étranger par peur pour leur sécurité et réclament des négociations avec le régime burundais, en dehors sous une médiation neutre.